



**ANDRE CHASSAIGNE**  
Député du Puy-de-Dôme

Thiers, le 14 mai 2018

# Communiqué

## **Refus de revaloriser les retraites agricoles : le gouvernement cultive le mensonge pour justifier son coup de force**

Ce mercredi 16 mai au Sénat, après une première tentative avortée de coup de force le 7 mars dernier pour imposer le rejet de la proposition de loi des parlementaires communistes visant à assurer la revalorisation des retraites agricoles, le Gouvernement s'apprête à revenir à la charge avec la même procédure de vote bloqué.

Alors que ce texte de justice sociale envers les dizaines de milliers de retraités agricoles vivant sous le seuil de pauvreté revient ce mercredi en discussion au Sénat pour être adopté définitivement, parlementaires et représentants des retraités agricoles ne reçoivent qu'une seule réponse du Gouvernement : il est urgent d'attendre ! Attendre la prochaine réforme des régimes de retraites prévue en 2020. Attendre qu'une hypothétique bonne nouvelle veuille bien sortir en 2019 du chapeau du haut-commissaire missionné à la réforme des retraites, Monsieur Jean-Paul Delevoye.

Pour justifier son refus doctrinaire de toute revalorisation des pensions les plus basses dans l'attente de cette nouvelle réforme des retraites, le Gouvernement se prête à un odieux mensonge : l'absence des recettes nécessaires ne permettrait pas de voter ce texte. En réalité, la proposition de loi soumise au vote prévoit d'ores et déjà ces nouvelles recettes par une infime augmentation de la taxe sur les transactions financières. Rien n'empêche donc de l'adopter !

Alors que la France vient de se voir une nouvelle fois reconnaître le titre de « championne de monde du reversement des dividendes aux actionnaires » par l'ONG Oxfam, et que les « premiers de cordée français sont les champions toute catégorie de la spéculation financière », il ne serait donc pas possible de prélever le minimum indispensable à la vie digne de nos retraités de l'agriculture.

Comment ne pas y voir une nouvelle marque de mépris envers les plus modestes, femmes et hommes de nos campagnes, victimes d'une telle injustice à l'issue d'une vie de labeur ? Après avoir signé par milliers les pétitions précisant que cette revalorisation ne peut plus attendre, nos paysans retraités n'accepteront pas qu'un Gouvernement, pris en plein flagrant délit de mensonge, réitère le 16 mai le « coup de 44-3 » pour museler la représentation nationale !

S'il devait se confirmer mercredi, ce déni de démocratie, habillé de mensonge politique, serait une énième injustice sociale portée par un Gouvernement décidément au seul service des plus fortunés.

Contact presse : 04.73.51.16.93. - [julien@andrechassaigne.org](mailto:julien@andrechassaigne.org)